NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
comité NPA du pays malouin
npasaintmalo@orange.fr

Rouge Emeraude

Bulletin du Comité du Pays Malouin du Nouveau Parti Anticapitaliste

N°15
septembre 2014

Contre ce gouvernement PS-Medef, face au retour de Sarkozy et à la montée du FN
Construisons ensemble la contre-offensive du peuple de gauche

Le monde entier est traversé par une crise exceptionnelle du capitalisme. Pendant que les profits augmentent avec insolence, les politiques d'austérité s'abattent sur les peuples: chômage, misère, remise en cause des acquis sociaux, racisme, destruction de l'environnement, guerres multiples. **Patronat et gouvernements de gauche comme de droite ont lancé une véritable guerre sociale contre les travailleurs et les peuples.**

En France, le gouvernement PS est de plus en plus clairement celui du MEDEF, ne laissant pas un jour sans une attaque, la dernière en date visant à culpabiliser les chômeurs. Le PS et l'UMP défendent la même politique laissant le terrain au FN. M. Le Pen, loin d'être hors du système n'aspire qu'à accéder au pouvoir y compris dans un gouvernement de cohabitation pour mener une politique encore plus anti-ouvrière, anti-pauvres, à l'instar des nouveaux maires FN qui excluent des cantines les enfants des familles qui ne peuvent pas payer et étranglent les centres sociaux.

Un mécontentement, une colère sans perspective

Le gouvernement Valls II accentue l'offensive contre les droits des salariés. Il a les mains libres parce que le ras-le-bol généralisé reste sans perspective. Fralib, Conti, postiers, cheminots, intermittentEs et précaires, à Notre-Dame-Des-Landes contre l'Ayrault-port... **Les résistances face au gouvernement existent. Mais les directions syndicales n'offrent aucune perspective visant à préparer un mouvement d'ensemble**, l'affrontement nécessaire pour mettre en échec la politique du gouvernement et du Medef. Elles sont engluées dans le piège du dialogue social. Il n'y a **pas de dialogue possible avec le gouvernement des patrons et des banques**.

A la gauche du PS, le Front de gauche avait été pour certainEs un espoir mais rapidement, il s'est divisé sur **la question de l'indépendance par rapport au Parti Socialiste**. Aujourd'hui, la confusion est totale. J-L Mélenchon rêve de « *fédérer le peuple* » au nom de la VIème République avec en ligne de mire 2017 alors que le PC rêve d'une nouvelle mouture de l'union de la gauche, avec les « frondeurs » du PS et EELV qui ont participé au gouvernement.

Il y a urgence à donner une perspective au mécontentement du monde du travail, de la jeunesse. Il y a urgence à inverser le cours des choses.

Se rassembler contre le gouvernement, la droite et le FN

Il est temps de réagir et de montrer qu'une alternative existe à condition d'oser remettre en cause radicalement le capitalisme, ce système responsable de tous nos maux, d'affronter ceux qui le servent. Nous sommes nombreux à le vouloir au sein du monde du travail et de la jeunesse, dans les syndicats, dans le Front de gauche, dans les associations, dans le mouvement social, dans la gauche révolutionnaire. Ensemble, nous pouvons **construire une véritable opposition de gauche, ouvrière et populaire**, avec toutes celles et ceux qui veulent se donner les moyens de mettre en échec l'austérité et imposer une autre répartition des richesses, le partage du temps de travail sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements, l'annulation de la dette et la création d'un monopole public bancaire.

Défendre nos droits, c'est aussi nous mobiliser contre le FN, contre le racisme, pour la solidarité de toutes et tous les exploitéEs.

Nous étions nombreux le 12 avril à manifester ensemble à Paris, aujourd'hui il est nécessaire de discuter partout des moyens de **construire un mouvement capable de faire reculer le gouvernement et le patronat**.

Une première étape pourrait être, dans la suite de la journée interprofessionnelle du 16 octobre, la construction d'un plan d'action pour une grande manifestation nationale, **une motion de censure dans la rue pour faire tomber le budget d'austérité, le pacte de responsabilité et pour sauvegarder la Sécurité sociale**. C'est à la construction de cette perspective que s'est attelé le NPA d'Ille & Vilaine en agissant dès la fin août pour réunir les conditions de

BREVES DE PONTONS

TOUCHE PAS A MA SALLE

Après un peu plus d'un an de fonctionnement , l'association gestionnaire de la salle la Nouvelle Vague (en Délégation de Service Public) présente un bilan déficitaire de 88.000€ pour une subvention municipale annuelle de 650.000€ et annonce le licenciement de 4 salariés et la rétrogradation d'un cinquième

Un collectif « Touche pas à ma salle » s'est créé le 8 septembre, à l'initiative de bénévoles et usagers de la Nouvelle Vague. Ses revendications sont la demande d'un audit financier de l'association, la mise en place d'une régie municipale temporaire et l'annulation des licenciements.

Les initiatives de ce collectif

- Rassemblement à l'occasion du conseil municipal du 18 septembre
- Rassemblement pour la soirée de début de saison à la Nouvelle Vague
- Pétition sur réseaux sociaux *https://www.facebook.com/**touchepasamasalle***

Le NPA du pays malouin soutient la lutte de ce collectif et demande la fin de la DSP et le passage en Régie Municipale définitive.

Ce conflit nous interpelle plus largement sur la politique culturelle de la municipalité

Quid de la gestion du palais du Grand Large ?

Quid de l'avenir de la médiathèque (Digital-Malo a t-il sa place dans ce lieu ?) ?

Pour la liberté d'expression
Contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine

La cause palestinienne aurait-elle le triste privilège de voir la parole de ceux qui la soutiennent bridée par les pouvoirs publics et d'être soumise à une répression injustifiable?

Nous ne pouvons tolérer les manquements graves à la liberté d'expression dont sont la cible les militants solidaires de la lutte pour les droits du peuple palestinien:

- **Criminalisation de l'appel au boycott** : le maintien en vigueur des circulaires dites Alliot-Marie/Mercier, détournant la loi sur la presse et le code pénal, incite les procureurs à poursuivre les militants qui appellent au boycott de produits israéliens. 20 militants sont aujourd'hui sous le coup de condamnations à Alençon et Colmar.
- **Interdiction de manifester**: le gouvernement Valls a interdit deux manifestations à Paris les 19 et 26 juillet, au prétexte des incidents suite aux provocations de la LDJ, alors même que les quelques 500 manifestations autorisées cet été n'ont donné lieu à aucun « débordement ».
- **Poursuites judiciaires** envers des militant(e)s lors de ces manifestations: notre camarade **Alain POJOLAT** ayant signé la déclaration de la manif unitaire de la République, finalement interdite à Paris le 26 juillet, est poursuivi ainsi que d'autres manifestants ayant participé à ces rassemblements.

Un premier rassemblement à l'appel du Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens a eu lieu à Paris le 19 septembre

- Pour dire non à ces pratiques injustifiables du gouvernement
- Pour exiger le retrait des circulaires Alliot-Marie/Mercier
- Pour réaffirmer le droit des citoyens à l'expression de leurs libres critiques contre la politique du pouvoir israélien,

Des mobilisations devant les tribunaux (et notamment le 22 octobre pour accompagner et soutenir A. POJOLAT) où doivent comparaître les manifestants solidaires du peuple palestinien seront organisées.

https://www.facebook.com/pages/Collectif-National-Paix-Juste-Durable-Palestine/342194619262267?fref=ts

Les fachos veulent mettre l'école sous surveillance ...

Stupeur des directeurs d'école de Loire-Atlantique : ils ont reçu début juillet, une lettre les informant que leur école était placée sous surveillance par la « manif pour tous » et le comité vigi-gender 44 ! (voir ci contre)

Il s'agit là d'un fait extrêmement grave. Le FN, on le sait, est en passe d'obtenir des élus lors des prochaines consultations (sénatoriales, régionales de 2015, territoriales de 2015…); il a déjà, conquis quelques mairies et y mène une politique réactionnaire, coupant des subventions, interdisant des rassemblements … Les fachos se sentent pousser des ailes et commence leur œuvre de retour à la morale conservatrice qu'ils défendent. *Placer des écoles sous vigilance*, c'est faire pression sur les enseignants, c'est instaurer un pouvoir politique sur l'école.

Les enseignants ont une totale liberté pédagogique dans le cadre des programmes. L'égalité fille-garçon fait partie de ces programmes. C'est donc de leur responsabilité de choisir la meilleure façon d'aller vers cet objectif.

L'air du temps devient nauséabond et le recul du gouvernement sur le dispositif des ABC de l'égalité a renforcé l'action des divers groupes fascistes.

Il faut une réaction ferme de l'ensemble des organisations syndicales enseignantes, des associations, des partis, de la ministre de l'éducation pour empêcher les fachos de mettre la main sur le contenu de l'école.

Plus que jamais la vigilance anti-fasciste est à l'ordre du jour.

« Mais ne soyons pas dupes, le Ministère de l'Education annonce en remplacement des ABCD un « Plan d'action pour l'égalité entre les filles et les garçons ». Que se cache-t-il donc derrière ?

*Si nous rejoignons bien sûr sans équivoque le principe d'égalité en dignité et en droits des filles et des garçons (qui n'a pas besoin d'un plan pour être enseigné à l'école), **nous refusons en bloc l'idéologie du gender**, cachée derrière le terme d'égalité filles-garçons, qui signifie alors une indifférenciation des rôles, métiers, comportements des hommes et des femmes, au motif que tout ne serait qu'une construction sociale,sans influence de l'inné (postulat idéologique du gender). Il faudrait alors d'une part rééduquer les enfants sur la base de ce postulat et d'autre part, que les professeurs indifférencient totalement les garçons et les filles, considérés alors simplement comme des individus.*

A travers ce « Plan d'action pour l'égalité entre les filles et les garçons » l'idéologie du gender risque de continuer son chemin, de manière probablement plus diffuse (éducation des futurs enseignants, formation continue des professeurs en poste, manuels scolaires, différentes actions ou événements - projections de films -...)

Noussommes parfaitement conscients de cela et vous informons de notre vigilance accrue à différents niveaux:

- le choix des manuels scolaires et des livres de jeunesse dans votre établissement,

- l'éducation sexuelle,

- le choix des actions et activités extra-scolaires menées au sein de votre établissement scolaire (projection de tel ou tel film, interventions de personnes/associations extérieures, …) »

OSONS !

Début septembre dernier, une grande partie des membres constituant la liste municipale malouine « ***OSONS, FRANCHEMENT A GAUCHE !*** » se retrouvait pour mettre en œuvre une de ses décisions unanimes, prise au lendemain du 1er tour de l'élection:

- **maintenir le cadre unitaire** associant des militantEs politiques (PG, NPA, PCF) et des personnes non encartées,
- **poursuivre la réflexion et le combat local pour la transformation sociale, démocratique, énergétique**...au bénéfice des habitantEs de l'agglomération et du pays malouin, et en particulier des plus plus fragiliséEs ou laisséEs pour compte par la crise et les gestions néo-libérales, de droite ou de « gauche ».

C'est ainsi qu'a été créée l'association **OSONS !** à qui nous laisserons le soin de présenter ses principes fondateurs et son programme d'action.

Rassurez-vous, cela va se faire très vite.

L'essentiel pour nous est que la somme de connaissances de terrain, de réflexion commune et d'expérience de travail unitaire, acquise dans la campagne municipale,puisse fructifier.

C'est pourquoi les militantEs malouinEs du NPA seront de cette nouvelle aventure...

Construire «l'Alternative À l'Austérité»

Lors du débat organisé lors de la dernière fête de l'Humanité, le Collectif «**Marche du 12 avril**» s'est présenté sous son nouveau nom: **Collectif pour une «Alternative À l'Austérité» (3A)**. Un nouveau nom répondant à la volonté de participer à la construction de la mobilisation contre ce qui constitue le cœur de la politique gouvernementale. Le collectif regroupe plusieurs dizaines de structures associatives, syndicales, politiques et des personnalités depuis le premier trimestre 2014. C'est la politique de régression sociale mise en œuvre par Hollande et ses gouvernements successifs et le monopole des manifestations de rue par la droite et l'extrême droite qui ont poussé ces structures, ces militantEs à crier: «Maintenant ça suffit! Marchons contre l'austérité pour l'égalité, et le partage des richesses».

Riposter

Le 12 avril dernier avait lieu une manifestation nationale à Paris. Regroupant plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs, essentiellement à Paris, mais aussi avec des «répliques» à Marseille et Avignon, ces manifestations ont été perçues comme une bouffée d'oxygène bienvenue, dans une ambiance marquée par l'attentisme voire le découragement y compris au sein des équipes militantes.
L'idée d'un prolongement de ces manifestations par d'autres initiatives était présente dès le départ. Les résultats électoraux nous ont confortés dans l'idée et la volonté d'offrir des perspectives de mobilisation et des espaces de réflexion et débat.

Mesures d'urgences et mobilisations

C'est avec ces objectifs que s'est tenue la rencontre du 21 juin à Paris. Regroupant 250 militantEs, ce fut une riche journée de rencontres et d'échanges, dans un cadre unitaire où la confrontation n'empêche pas le respect des positionnements et des démarches.
Plusieurs leçons sont ressorties de cette journée. Tout d'abord la **nécessité de poursuivre et renforcer le collectif**. Ensuite la volonté d'élaborer un plan de mesures d'urgence, en associant toutes les composantes, mais aussi au-delà. Enfin la question d'initiatives militantes locales, de mobilisations pour faire reculer patronat et gouvernement, éléments décisif d'une (re)prise de confiance dans nos forces et dans nos idées et projets.

S'opposer, maintenant!

Si la volonté est bien présente, elle n'efface les difficultés. Toute avancée dans les propositions nécessite une validation par les organisations parties prenantes, ce qui prend du temps pour que les décisions soient le plus démocratique possible.

Mais le plus compliqué reste la prise d'initiatives. Comment se positionner devant les initiatives syndicales, politiques ou associatives, sans sembler être dans la récupération ? Comment faire des propositions quand partis et syndicats se partagent entre hésitations et renoncement? Le soutien aux mobilisations des cheminotEs, la dénonciation de la conférence sociale de début juillet, le choix d'une date de mobilisation en cette rentrée, autant de difficultés pour aider à la construction du rapport de forces.

Pourtant, des collectifs locaux, comme ceux de Marseille ou de Toulouse, montrent qu'il est possible de construire, dans l'unité, des ripostes concrètes. Lors des mobilisations contre les réformes des retraites en 2010, au Havre, à Rouen ou à Clermont-Ferrand, unité a pu rimer avec mobiliséEs.C'est ce que le NPA veut construire dans le 35.

La violence des attaques patronales et gouvernementales impose de hausser les ripostes à ce niveau sous peine de laisser le champ libre à l'extrême droite. Toutes et tous sont convaincues que «c'est dans la rue que ça se passe!». Reste à le prouver.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LES SITES INTERNET LOCAUX DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
http://www.anticapitaliste-35.org
http://www.facebook.com/NpaSaintMalo

Collectif AAA
Collectif national *alternative à l'austérité*

COMBATTONS *L'AUSTÉRITÉ*
ENSEMBLE **RECONSTRUISONS** *L'ESPOIR*

Notre santé vaut plus que leurs profits!

Le 23 septembre la «Convergence des hôpitaux en Lutte contre l'Hôstérité» appelait les secteurs de la santé à une manifestation nationale devant le ministère de la santé à Paris. 1500 personnes – venus de nombreux hôpitaux en lutte – participaient à cette initiative.

C'était une première tentative pour sortir de l'isolement les luttes qui se mènent depuis des mois dans les établissements de santé publics et privés, contre les restructurations, les fermetures de services, de lits, le manque de matériel, la dégradation des conditions de vie et de travail, la suppression de jours de RTT, le travail en 12 heures consécutives, les semaines de 60 heures, les rappels sur les jours de repos, le développement d'emplois précaires, le gel des salaires...

Créée par des syndicats de base, CGT et SUD, la «Convergence» veut devenir un outil de coordination démocratique des luttes, permettant de construire et faire gagner un mouvement national et unitaire des hôpitaux et de la santé.

la santé est dans la galère...

L'hôpital public est dans une logique de rentabilité et de réduction des coûts imposée par les gouvernements successifs et les groupes capitalistes propriétaires des établissements privés à but lucratif veulent réaliser le maximum de profits. Partout les patients subissent les conséquences de l'austérité: des heures d'attentes aux urgences, des mois pour obtenir des rendez-vous, des durées d'hospitalisation diminuées, la présence du personnel auprès des malades réduite..

Les professionnels et les usagers du secteur sanitaire et social, des maisons de retraites médicalisées, des centres de santé sont confrontés aux mêmes coupes budgétaires. En moins de 30 ans les gouvernements ont fermé 60% des maternités. L'accès aux IVG est de plus en plus difficile.

Mais c'est aussi toute la Sécurité sociale qui est visée. Il faut souvent des mois pour percevoir les allocations familiales, les indemnités journalières, liquider les pensions de retraite. Pour toute réponse, la Sécurité sociale ferme ses centres et programme aussi des milliers de nouvelles suppressions d'emplois.

...et le pire est à venir avec le pacte de responsabilité!

Pour financer les cadeaux au patronat, le gouvernement prévoit **dix milliards d'économies** sur les dépenses de Sécurité sociale. Si on le laisse faire nous allons tous trinquer: les familles avec la diminution des allocations familiales, les retraités avec le gel des pensions y compris les petites retraites, les malades avec l'accroissement des difficultés d'accès aux soins et le démantèlement de l'hôpital public avec un budget rogné de 3 milliards, et le personnel de santé déjà épuisé par des conditions de travail insupportables !

Valls a été ovationné par le patronat, le 23 septembre, il a été hué!

Après la journée du 23 septembre la mobilisation doit s'amplifier pour mettre en échec le pacte de responsabilité et l'austérité.

Le 16 octobre, la journée d'action syndicale et interprofessionnelle pour s'opposer au projet de loi de financement de la Sécu sera l'occasion, en grève et dans la rue, de dire qu'il faut envoyer Valls'er l'austérité.

C'est dans la rue et dans la grève que sera censuré et mis hors d'état de nuire ce gouvernement.

BREVES DE PONTONS

R. COUANAU, le retour ?

R. COUANAU s'était montré fort discret depuis sa défaite pour la conquête d'un 5ème mandat de maire en mars dernier. Le voilà qui revient sur la scène médiatique (Le Pays Malouin du 11/09) en cartonnant son dauphin répudié mais néanmoins successeur.

Certes, il n'a pas faux le bougre lorsqu'il stigmatise les retards à l'allumage de la nouvelle municipalité et les errements à propos de la médiathèque.

Pour autant, ce n'est pas parce qu'on a encore rien vu des dégâts que peut (veut) faire la nouvelle équipe qu'il faut se féliciter de cette nouvelle chicailla à droite.